



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 7 ΙΟΥΝΙΟΥ 1977

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
156

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 593

*Περί κυρώσεως της εν Λονδίνω την 7ην Ιουνίου 1968
υπογραφείσης Ευρωπαϊκής Συμβάσεως «περι της πλη-
ροφορήσεως επί του άλλοδαπαῦ δικαίου».*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, ἀπεφασίσαμεν:

*Άρθρον πρῶτον.

Κυρούται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Λονδίνῳ τὴν 7ην Ἰου-
νίου 1968 ὑπογραφείσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις «περὶ τῆς πλη-
ροφορήσεως ἐπὶ τοῦ άλλοδαπαῦ δικαίου» τῆς ὁποίας τὸ κείμε-
νον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μετα-
φράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἑπεται:

**CONVENTION EUROPEENNE
DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION
SUR LE DROIT ETRANGER**

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Convaincus que l'établissement d'un système d'entraide internationale en vue de faciliter l'obtention par les autorités judiciaires d'informations sur le droit étranger contribuerait à la réalisation de ce but,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application de la Convention

1. Les Parties Contractantes s'engagent à se fournir, selon les dispositions de la présente Convention, des renseignements concernant leur droit dans le domaine civil et commercial, ainsi que dans le domaine de la procédure civile et commerciale et de l'organisation judiciaire.

2. Toutefois, deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, le champ d'application de la présente Convention à des domaines autres que ceux indiqués dans le paragraphe précédent. Le texte de l'accord intervenu sera communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 2

Organes nationaux de liaison

1. Pour l'application de la présente Convention, chaque Partie Contractante créera ou désignera un organe unique (ci-après dénommé «organe de réception») qui sera chargé :

(a) de recevoir les demandes de renseignements visés au paragraphe 1 de l'article 1er, qui proviennent d'une autre Partie Contractante;

(b) de donner suite à ces demandes, conformément à l'article 6.

Cet organe devra être un service ministériel ou un autre organe étatique.

2. Chaque Partie Contractante aura la faculté de créer ou désigner un ou plusieurs organes (ci-après dénommés «organes de transmission») chargés de recevoir les demandes de renseignements provenant de ses autorités judiciaires et de les transmettre à l'organe de réception étranger compétent. La tâche dévolue à l'organe de transmission pourra être confiée à l'organe de réception.

3. Chaque Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de son organe de réception et, s'il y a lieu, de son ou de ses organes de transmission.

Article 3

Autorités habilitées à formuler la demande de renseignements

1. La demande de renseignements devra toujours émaner d'une autorité judiciaire, même si elle n'est pas formulée par celle-ci. Elle ne pourra être formée qu'à l'occasion d'une instance déjà engagée.

2. Toute Partie Contractante pourra, si elle n'a pas créé ou désigné d'organes de transmission, indiquer, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Con-

seil de l'Europe, celles de ses autorités qu'elle considérera comme une autorité judiciaire au sens du paragraphe précédent.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, l'application de la Convention à des demandes émanant d'autorités autres que les autorités judiciaires. Le texte de l'accord intervenu sera communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Contenu de la demande de renseignements

1. La demande de renseignements devra indiquer l'autorité judiciaire dont elle émane ainsi que la nature de l'affaire. Elle devra préciser, d'une façon aussi exacte que possible, les points sur lesquels l'information concernant le droit de l'Etat requis est demandée et, dans le cas où il existerait plusieurs systèmes juridiques dans le pays requis, le système au sujet duquel les renseignements sont demandés.

2. La demande sera accompagnée de l'exposé des faits nécessaire tant pour la bonne compréhension que pour la formulation d'une réponse exacte et précise; des copies de pièces pourront être jointes dans la mesure où elles seront nécessaires pour préciser la portée de la demande.

3. La demande pourra porter, à titre complémentaire, sur des points concernant des domaines autres que ceux visés à l'article 1er, paragraphe 1, lorsqu'ils présenteront un lien connexité avec les points principaux de la demande.

4. Lorsque la demande ne sera pas formulée par une autorité judiciaire, elle sera accompagnée de la décision de celle-ci l'ayant autorisée.

Article 5

Transmission de la demande de renseignements

La demande de renseignements sera adressée directement à l'organe de réception de l'Etat requis par un organe de transmission ou, à défaut d'un tel organe, par l'autorité judiciaire dont elle émane.

Article 6

Autorités habilitées à répondre

1. L'organe de réception saisi d'une demande de renseignements pourra, soit formuler lui-même la réponse, soit transmettre la demande à un autre organe étatique ou officiel qui formulera la réponse.

2. L'organe de réception pourra, dans les cas appropriés ou pour des raisons d'organisation administrative, transmettre la demande à un organisme privé ou à un juriste qualifié qui formulera la réponse.

3. Lorsque l'application du paragraphe précédent est de nature à entraîner des frais, l'organe de réception, avant d'effectuer la transmission visée audit paragraphe, indiquera à l'autorité dont émane la demande, l'organisme privé ou le ou les juristes à qui la demande serait transmise; dans ce cas, il l'informera, dans la mesure du possible, de l'importance des frais envisagés, et demandera son agrément.

Article 7

Contenu de la réponse

La réponse devra avoir pour but d'informer d'une façon objective et impartiale sur le droit de l'Etat requis l'autorité dont émane la demande. Elle comportera, selon le cas, la fourniture de textes législatifs et réglementaires et de décisions jurisprudentielles. Elle sera as-

sortie, dans la mesure jugée nécessaire à la bonne information du demandeur, de documents complémentaires tels que extraits d'ouvrages doctrinaux et travaux préparatoires. Elle pourra éventuellement être accompagnée de commentaires explicatifs.

Article 8

Effets de la réponse

Les renseignements contenus dans une réponse ne lient pas l'autorité judiciaire dont émane la demande.

Article 9

Communication de la réponse

La réponse sera adressée par l'organe de réception à l'organe de transmission, si la demande a été transmise par celui-ci, ou à l'autorité judiciaire, si celle-ci l'a saisie directement.

Article 10

Obligation de répondre

1. L'organe de réception saisi d'une demande de renseignements a, sous réserve des dispositions de l'article 11, l'obligation d'y donner suite, conformément aux dispositions de l'article 6.

2. Lorsque la réponse n'est pas formulée par l'organe de réception lui-même, celui-ci restera notamment tenu de veiller à ce qu'une réponse soit fournie dans les conditions prévues à l'article 12.

Article 11

Exceptions à l'obligation de répondre

L'Etat requis pourra refuser de donner suite à la demande de renseignements lorsque ses intérêts sont affectés par le litige à l'occasion duquel la demande a été formulée ou lorsqu'il estime que la réponse serait de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 12

Délai de la réponse

La réponse à une demande de renseignements devra être fournie aussi rapidement que possible. Toutefois, si l'élaboration de la réponse exige un long délai, l'organe de réception en avisera l'autorité étrangère qui l'a saisi, en précisant, si possible, la date à laquelle la réponse pourra vraisemblablement être communiquée.

Article 13

Informations complémentaires

1. L'organe de réception ainsi que l'ou la organe personne qu'il aura, conformément à l'article 6, chargés de répondre, pourront demander à l'autorité dont émane la demande des informations complémentaires qu'ils estiment nécessaires pour l'élaboration de la réponses.

2. La demande d'informations complémentaires sera transmise par l'organe de réception conformément à la voie prévue à l'article 9 pour la communication de la réponse.

Article 14

Langues

1. La demande de renseignements et ses annexes seront rédigées dans la langue ou dans une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnées d'une traduction dans cette langue. La réponse sera rédigée dans la langue de l'Etat requis.

2. Toutefois deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir de déroger, entre Elles, aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 15

Frais

1. La réponse ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit, à l'exception de ceux visés au paragraphe 3 de l'article 6 qui seront à la charge de l'Etat dont émane la demande.

2. Toutefois deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir de déroger, entre Elles, aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 16

Etats Fédéraux

Dans un Etat fédéral, les fonctions exercées par l'organe de réception autres que celles prévues à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 2 pourront, pour des raisons d'ordre constitutionnel, être attribuées à d'autres organes étatiques.

Article 17

Entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 18

Adhésion d'un Etat non membre du Conseil de l'Europe

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 19

Portée territoriale de la Convention

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature, ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 20 de la présente Convention.

Article 20

Durée de la Convention et dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21

Fonctions du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- (a) toute signature ;
- (b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;
- (c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 17 ;

(d) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 1er, du paragraphe 3 de l'article 2, du paragraphe 2 de l'article 3 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 ;

(e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 20 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 7 juin 1968, en français et en anglais les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

For the Government Pour le Gouvernement
of the Republic of Austria : de la République d'Autriche

Strasbourg, 6 septembre 1968

W. GREDLER

Ευρωπαϊκή Σύμβασις περί τῆς πληροφότησεως ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὰ ὑπογράφοντα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν,

Ἐχοντα ὑπ' ὄψει ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ πραγματοποιήσις στενωτέρως ἐνότῃτος μεταξὺ τῶν Μελῶν αὐτοῦ,

Πεπεισμένα ὅτι, ἡ ἐγκαθίδρυσις ἐνὸς συστήματος διεθνῶς ἀμοιβαίας ἀρωγῆς, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς διευκολύνσεως τῆς λήψεως ὑπὸ τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τοῦ ἀλλοδαποῦ δικαίου, θὰ συνέβαλλε εἰς τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

Ἄρθρον 1.

Πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, πληροφορίας ἀφορώσας τὸ δίκαιον αὐτῶν εἰς τὸν ἀστικὸν καὶ ἐμπορικὸν τομέα ὡς καὶ εἰς τὸν τομέα τῆς πολιτικῆς καὶ ἐμπορικῆς δικονομίας καὶ τῆς δικαστικῆς ὁργανώσεως.

2. Ὅπως οὐδὲποτε, δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἐπεκτείνουν, καθ' ὅσον τὰ ἀφορᾷ, τὸ πεδίον ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἐπὶ ἐτέρων τομέων πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον. Τὸ κείμενον τῆς οὕτω συναφθείσης συμφωνίας θὰ κοινοποιῇται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 2.

Ἐθνικὰ ὅργανα συνδέσεως.

1. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει συστήσῃ ἢ ὑποδείξῃ ἐν μοναδικῷ ὄργανον (ὀνομαζόμενον ἐφεξῆς, ἐν τῇ παρούσῃ «ὄργανον παραλαβῆς») τὸ ὁποῖον θὰ εἶναι ἐπιφορτισμένον :

α) μὲ τὴν παραλαβὴν τῶν αἰτήσεων πληροφοριῶν περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἁρθροῦ 1ου, τῶν προερχομένων ἐξ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους,

β) μὲ τὴν ἐπὶ τῶν αἰτήσεων τούτων ἐνέργειαν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6.

Τὸ ὄργανον τοῦτο θὰ πρέπει νὰ εἶναι εἴτε ὑπηρεσία Ὑπουργείου εἴτε ἕτερόν τι κρατικὸν ὄργανον.

2. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ συστήσῃ ἢ ὑποδείξῃ ἐν ἡ πλείονα ὅργανα (ὀνομαζόμενα ἐφεξῆς ἐν τῇ παρούσῃ «ὄργανα διαβιβάσεως») ἐπιφορτισμένα μὲ τὴν παραλαβὴν τῶν αἰτήσεων πληροφοριῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῶν δικαστικῶν αὐτοῦ ἀρχῶν καὶ τὴν διαβίβασιν τούτων εἰς τὸ ἀρμόδιον ἀλλοδαπὸν ὄργανον παραλαβῆς. Τὰ διὰ τὸ ὄργανον διαβιβάσεως προβλεπόμενα καθήκοντα δύνανται νὰ ἀνατεθῶν εἰς τὸ ὄργανον παραλαβῆς.

3. Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὴν ὀνομασίαν καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ὁργάνου παραλαβῆς αὐτοῦ καί, ἐφ' ὅσον συντρέχει περίπτωσις, τοῦ ἢ τῶν ὁργάνων διαβιβάσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἀρχαὶ δικαιούμεναι ὅπως διατυπώσωσιν αἴτησιν πληροφοριῶν.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν δέον ὅπως προέρχεται πάντοτε ἐκ δικαστικῆς ἀρχῆς, τοῦτο δὲ καὶ εἰς ἣν ἐτι περίπτωσιν δὲν συνετάγη παρ' αὐτῆς. Τοιαύτη αἴτησις δὲν θὰ δύναται νὰ διατυπώθῃ εἰ μὴ μόνον ἐπ' εὐκαιρίᾳ ἀρξαμένης ἡδὴ διαδικασίας τινός.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ἐφ' ὅσον δὲν συνέστησεν ἢ δὲν ὑπέδειξεν ὄργανα διαβιβάσεως, νὰ προσδιορίσῃ, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα

τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐκείνας ἐκ τῶν ἀρχῶν τοῦ τὰ ὁποίας θὰ θεωρῇ ὡς δικαστικὰς ἀρχὰς ὑπὸ τὴν ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ ἐννοίαν.

3. Δύο ἢ πλείονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἐπεκτείνουν, καθ' ὅσον τὰ ἀφορᾷ, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπὶ αἰτήσεων προερχομένων καὶ ἐξ ἐτέρων ἀρχῶν πλὴν τῶν δικαστικῶν. Τὸ κείμενον τῆς οὕτω συναπτομένης συμφωνίας θὰ κοινοποιῇται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 4.

Περιεχόμενον τῆς αἰτήσεως πληροφοριῶν.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν θὰ πρέπει νὰ προσδιορίσῃ τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐξ ἧς προέρχεται ὡς καὶ τὴν φύσιν τῆς ὑποθέσεως. Θὰ πρέπει νὰ καθορίσῃ κατὰ τὸν ἀκριβέστερον δυνατόν τρόπον, τὰ σημεῖα ἐπὶ τῶν ὁποίων ζητεῖται ἡ ἀφορῶσα τὸ δίκαιον τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους πληροφορία, καί, εἰς ἣν περίπτωσιν ὑφίστανται πλείονα τοῦ ἐνὸς νομικὰ συστήματα ἐν τῷ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτει, τὸ σύστημα συναφῶς πρὸς τὸ ὁποῖον ζητοῦνται αἱ πληροφορίαι.

2. Ἡ αἴτησις θὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐκθέσεως τῶν γεγονότων ἀναγκαίας τόσον διὰ τὴν ὁρθὴν κατανόησιν ταύτης ὅσον καὶ διὰ τὴν διατύπωσιν μιᾶς ἀκριβοῦς καὶ σαφοῦς ἀπαντήσεως. Ἀντίγραφα ἐγγράφων δύνανται νὰ ἐπισυνάπτονται καθ' ὃ μέτρον ταῦτα εἶναι ἀναγκαῖα πρὸς ἀποσαφήνισιν τῶν διὰ τῆς αἰτήσεως ζητούμενων.

3. Ἡ αἴτησις δύναται νὰ ἀναφέρηται, διὰ λόγους πληρότητος, εἰς σημεῖα ἀφορώντα τομεῖς διαφόρους ἐκείνων ὁλίγων προβλέπονται ἐν ἁρθρῷ 1ῳ, παραγράφῳ 1, ὅταν ταῦτα εἶναι συναφῇ πρὸς τὰ κύρια σημεῖα τῆς αἰτήσεως.

4. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ αἴτησις δὲν ἔχει συνταχθῇ ὑπὸ δικαστικῆς τινός ἀρχῆς, αὕτη θὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης ἀποφάσεως τῆς τοιαύτης ἀρχῆς.

Ἄρθρον 5.

Διαβίβασις τῆς αἰτήσεως πληροφοριῶν.

Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν θὰ ἀποστέλληται ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ ὄργανον παραλαβῆς τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους ὑπὸ ὁργάνου διαβιβάσεως ἢ, ἐν ἐλλείψει τοιοῦτου ὁργάνου, ὑπὸ τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς ἐξ ἧς προέρχεται.

Ἄρθρον 6.

Ἀρχαὶ δικαιούμεναι ὅπως ἀπαντήσωσι.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς εἰς τὸ ὁποῖον περιῆλθεν αἴτησις πληροφοριῶν δύναται, εἴτε νὰ διατυπώσῃ αὐτὸ τοῦτο τὴν ἀπάντησιν, εἴτε νὰ διαβιβάσῃ τὴν αἴτησιν εἰς ἕτερον κρατικὸν ἢ ἐπίσημον ὄργανον ὅπερ θὰ διατυπώσῃ τὴν ἀπάντησιν.

Τὸ ὄργανον παραλαβῆς δύναται εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις ἢ διὰ λόγους διοικητικῆς ὁργανώσεως νὰ διαβιβάσῃ τὴν αἴτησιν εἰς ἰδιωτικὸν ὁργανισμὸν ἢ εἰς εἰδικὸν νομικὸν ὅστις θὰ διατυπώσῃ τὴν ἀπάντησιν.

3. Ὅσῳκις ἡ ἐφαρμογὴ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλέπεται ὅτι θὰ ἀπαιτήσῃ δαπάνας, τὸ ὄργανον παραλαβῆς, πρὶν ἢ πραγματοποιήσῃ τὴν προβλεπόμενην εἰς τὴν παράγραφον ταύτην διαβίβασιν, θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὴν ἐξ ἧς προέρχεται ἡ αἴτησις ἀρχήν, τὸν ἰδιωτικὸν ὁργανισμὸν ἢ τὸν νομικὸν εἰς ὃν θὰ διαβιβασθῇ ἡ αἴτησις. Συντρεχούσης τοιαύτης περιπτώσεως, θὰ ἐνημερώσῃ ταύτην, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατόν, ἐπὶ τοῦ ὅπως τῶν προβλεπομένων δαπανῶν καὶ θὰ ζητῇ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἄρθρον 7.

Περιεχόμενον τῆς ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις θὰ ἔχῃ ὡς σκοπὸν τὴν κατὰ τρόπον ἀντικειμενικὸν καὶ ἀμερόληπτον πληροφόρησιν τῆς ἐξ ἧς προέρχεται ἡ αἴτησις ἀρχῆς ἐπὶ τοῦ δικαίου τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους. Θὰ περιλαμβάνῃ, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὰ νομοθετικά καὶ κανονιστικά κείμενα καὶ νομολογιακὰ ἀποφάσεις. Θὰ συνοδεύηται, καθ' ὃ μέτρον τοῦτο κρίνεται ἀναγ-

καὶ ὡς διὰ τὴν καλὴν ἐνημέρωσιν τοῦ αἰτοῦντος, ὑπὸ προσθέτων ἐγγράφων ὡς ἀποσπάσματα ἐξ ἐπιστημονικῶν ἔργων καὶ προπαρασκευαστικῶν ἐργασιῶν. Θὰ δύναιτο ἐνδεχομένως νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐπεξηγηματικῶν σχολίων.

Ἄρθρον 8.

Συνέπειαι τῆς ἀπαντήσεως.

Αἱ περιεχόμεναι εἰς τὴν ἀπάντησιν πληροφορίες δὲν δεσμεύουν τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐξ ἧς προῆλθεν ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 9.

Διαβίβασις τῆς ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις θὰ ἀπευθύνηται ὑπὸ τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς εἰς τὸ ὄργανον διαβίβασεως, ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησις διεβιβάσθη ὑπ' αὐτοῦ, ἢ εἰς τὴν δικαστικὴν ἀρχὴν ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησις ἐστάλη ἀπ' εὐθείας πρὸς αὐτὸ ὑπὸ τῆς ἀρχῆς ταύτης.

Ἄρθρον 10.

Ὑποχρέωσις πρὸς ἀπάντησιν.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς πρὸς ὃ ἀπεστάλη αἴτησις πληροφοριῶν ἔχει, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11, τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προβῇ εἰς ἐνέργειαν ἐπ' αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6.

2. Ὅσάκις ἡ ἀπάντησις δὲν συντάσσεται ὑπ' αὐτοῦ τοῦτοῦ ὀργάνου παραλαβῆς, τὸ ἐν λόγῳ ὄργανον ἔχει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀποστολὴν ἀπαντήσεως συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῷ ἄρθρῳ 12 προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 11.

Ἐξαιρέσεις εἰς τὴν ὑποχρέωσιν πρὸς ἀπάντησιν.

Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος δύναιτο νὰ ἀρνηθῇ νὰ δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν αἴτησιν παροχῆς πληροφοριῶν ὡςάκις ἡ διαφορὰ ἐπ' ἀφορμῇ τῆς ὁποίας διευτυπώθη ἡ αἴτησις ἀπτεταί τῶν συμφερόντων τοῦ ἢ ὡςάκις θεωρεῖ ὅτι ἡ ἀπάντησις θὰ ἦτο φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ εἶναι δυνατόν νὰ θίξῃ τὴν κυριαρχίαν ἢ τὴν ἀσφάλειάν του.

Ἄρθρον 12.

Προθεσμία ἀπαντήσεως.

Ἡ ἀπάντησις εἰς αἴτησιν πληροφοριῶν δέον ὥπως παρέχεται ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον. Ὅπωςδὴποτε, ἐὰν ἡ σύνταξις τῆς ἀπαντήσεως ἀπαιτῇ μακρὸν χρονικὸν διάστημα, τὸ ὄργανον παραλαβῆς θέλει πληροφοροῦν περὶ αὐτοῦ τὴν ὑποβαλοῦσαν τὴν αἴτησιν ἀλλοδαπὴν Ἀρχήν, καθορίζουσα, εἰ δυνατόν, τὴν πιθανὴν ἡμερομηνίαν ἀποστολῆς τῆς ἀπαντήσεως.

Ἄρθρον 13.

Συμπληρωματικαὶ πληροφορίες.

1. Τὸ ὄργανον παραλαβῆς ὡς καὶ τὸ ὄργανον ἢ τὸ πρόσωπον τὰ ὅποια θὰ ἔχῃ τοῦτο, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6, ἐπιφορτίζεται νὰ ἀπαντήσουν, θὰ δύναιτο νὰ ζητοῦν παρὰ τῆς ἀρχῆς, ἐξ ἧς προῆλθεν ἡ αἴτησις, τὰς συμπληρωματικὰς ἐκείνας πληροφορίας ἃς θεωροῦν ἀναγκαίαις διὰ τὴν σύνταξιν τῆς ἀπαντήσεως.

2. Ἡ αἴτησις συμπληρωματικῶν πληροφοριῶν θὰ διαβιβάζεται ὑπὸ τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον με ἐκεῖνον ὅστις προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 9 διὰ τὴν διαβίβασιν τῆς ἀπαντήσεως.

Ἄρθρον 14.

Γλῶσσαι.

1. Ἡ αἴτησις πληροφοριῶν καὶ τὰ παραρτήματά αὐτῆς θὰ συντάσσονται εἰς τὴν γλῶσσαν, ἢ εἰς μίαν τῶν ἐπισήμων γλωσσῶν, τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους ἢ θὰ συνοδεύονται ὑπὸ μεταφράσεως εἰς τὴν γλῶσσαν ταύτην. Ἡ ἀπάντησις θὰ συντάσσεται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους.

2. Ὅπωςδὴποτε, δύο ἢ πλεονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύναιτο νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἀποστοῦν, καθ' ὅσον ἀφορᾷ

τὰς μεταξὺ τῶν σχέσεις, ἀπὸ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 15.

Ἐξοδα.

1. Ἡ ἀπάντησις δὲν δύναται νὰ ἀποτελέσῃ λόγον καταβολῆς τελῶν ἢ ἐξόδων οἰασδήποτε φύσεως, ἐξαιρουμένων ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 6 ἅτινα θὰ βαρύνουν τὸ Κράτος ἐξ οὗ προέρχεται ἡ αἴτησις.

2. Ὅπωςδὴποτε, δύο ἢ πλεονα Συμβαλλόμενα Μέρη δύναιτο νὰ συμφωνήσουν ὅπως ἀποστοῦν, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς μεταξὺ τῶν σχέσεις, ἀπὸ τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἄρθρον 16.

Ὁμοσπονδιακὰ Κράτη.

Εἰς ὁμοσπονδιακὸν Κράτος, τὰ καθήκοντα τοῦ ὀργάνου παραλαβῆς, πλὴν ἐκείνων ἅτινα προβλέπονται εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 2, δύνανται, διὰ συνταγματικῶς λόγους, νὰ ἀνατεθοῦν εἰς ἄλλα κρατικὰ ὄργανα.

Ἄρθρον 17.

Θέσις ἐν ἰσχύι τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Θέλει ἐπικυρωθῇ ἢ γίνῃ ἀποδεκτή. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἔγγραφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Καθ' ὅσον ἀφορᾷ πᾶν ὑπογράψαν ταύτην Κράτος ὅπερ θέλει ἐπικυρώσῃ ἢ ἀποδεχθῇ ταύτην μεταγενεστέρως, αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του.

Ἄρθρον 18.

Προσχώρησις Κράτους μὴ μέλους τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἢ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπῇ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως, παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἔγγραφου προσχωρήσεως ὅπερ θέλει ἰσχύσει τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

Ἄρθρον 19.

Ἐδαφικὴ ἔκτασις ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς, ἢ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ καθορίσῃ τὸ ἢ τὰ ἐδάφη ἐφ' ὧν ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τυγχάνῃ ἐφαρμογῆς.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ ἢ μεταγενεστέρως κατὰ πᾶσαν ἄλλην στιγμὴν, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐπὶ παντὸς ἐτέρου ἐδάφους καθοριζομένου ἐν τῇ δηλώσει διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου εἶναι αὐτὸ ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀνταλαμβάνῃ δεσμεύσεις.

3. Πᾶσα δηλώσις γενομένη κατ' ἐφαρμογὴν τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται νὰ ἀνακληθῇ, καθ' ὅσον ἀφορᾷ οἰονδήποτε ἔδαφος καθοριζόμενον ἐν τῇ δηλώσει ταύτῃ, συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῷ ἄρθρῳ 20 τῆς παρούσης Συμβάσεως καθοριζομένην διαδικασίαν.

"Αρθρον 20.

Διάρκεια τής Συμβάσεως και καταγγελία.

1. 'Η παρούσα Σύμβασις θα παραμείνη εν ισχύι άνευ περιορισμού τινός ως προς την διάρκειαν αὐτῆς.

2. Πάν Συμβαλλόμενον Μέρος θα δύναται, καθ' όσον τὸ άφορᾷ, νά καταγγείλῃ τήν παρούσαν Σύμβασιν δι' άνακοινώσεως άπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Τά άποτελέσματα τῆς καταγγελίας θα έπέρχονται έξ μῆνας μετὰ τήν ήμερομηνίαν λήψεως τῆς άνακοινώσεως ύπό τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

"Αρθρον 21.

Καθ'ήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

'Ο Γενικός Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θα γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ εἰς πᾶν Κράτος προσχωρήσαν εἰς τήν παρούσαν Σύμβασιν :

- α) πᾶσαν ύπογραφήν,
- β) τήν κατάθεσιν παντὸς έγγραφου έπικυρώσεως, άποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως,
- γ) πᾶσαν ήμερομηνίαν θέσεως εν ισχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ άρθρῳ 17 αὐτῆς,
- δ) πᾶσαν ληφθεῖσαν γνωστοποίησιν κατ' έφαρμογήν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ άρθρου 1, τῆς παραγράφου 3 τοῦ άρθρου 2, τῆς παραγράφου 2 τοῦ άρθρου 3 καὶ τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ άρθρου 19,

ε) πᾶσαν ληφθεῖσαν γνωστοποίησιν κατ' έφαρμογήν τῶν διατάξεων τοῦ άρθρου 20 ως καὶ τήν ήμερομηνίαν καθ' ἣν θα έπέρχονται τὰ άποτελέσματα τῆς καταγγελίας.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ύπογραφόμενοι, δεόντως πρὸς τοῦτο έξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν τήν παρούσαν Σύμβασιν.

Εγένετο εν Λονδίνω, τῇ 7 'Ιουνίου 1968, εἰς τήν γαλλικὴν καὶ τήν άγγλικήν, άμφοτέρων τῶν κειμένων έχόντων τήν αὐτὴν ισχύν, εἰς έν μόνον αντίτυπον ύπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ αρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. 'Ο Γενικός Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θέλει κοινοποιήσει κεκυρωμένον άκριβές αντίγραφον αὐτῆς εἰς έκαστον τῶν ύπογραψάντων τήν Σύμβασιν καὶ προσχωρησάντων εἰς αὐτήν Κρατῶν.

"Αρθρον δεύτερον.

'Ὡς ὄργανον παραλαβῆς καὶ ὄργανον διαβιβάσεως, κατὰ τὰ έν άρθρῳ 2 τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης συμβάσεως προβλεπόμενα, ορίζεται τὸ 'Ελλη ικὸν 'Ινστιτούτον Διεθνούς καὶ 'Αλλοδαποῦ Δικαίου.

"Αρθρον τρίτον.

'Η ισχύς τοῦ παρόντος άρχεται άπό τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

'Ο παρὼν νόμος ψηφισθεῖς ύπό τῆς Βουλῆς καὶ παρ' 'Ημῶν σήμερον κυρωθεῖς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ έντελεσθήτω ως νόμος τοῦ Κράτους.

Εν 'Αθήναις τῇ 3 'Ιουνίου 1977

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

'Εδωροθή καὶ έτέθη ή μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Εν 'Αθήναις τῇ 6 'Ιουνίου 1977

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

Γ Ν Ω Σ Τ Ο Π Ο Ι Ε Ι Ο Τ Ι :

Ἡ ἔτησία συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, καὶ τὸ Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	6.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογούν τὰ ἐξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π.	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσανέχεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι Εἰς τὸ τεύχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ. 400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ..	» 10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορώσων εἰς προσωρινὰς διατάξεις	» 1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 ..	» 200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἐταιρειῶν ..	» 4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	» 1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	» 600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνων. Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	» 4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπους ἐν Ἑλλάδι Ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	» 2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	» 10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	» 1.000
--	---------

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	» 1.000
--	---------

Β' Δημοσιεύματα Ἐταιρ. Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ. 1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν ...	» 400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	» 200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	» 1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	» 1.000

Γ' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	» 1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	» 1.000

II Εἰς τὸ τεύχος Τέταρτον, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων

» 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβληθὲν ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ τεύχει Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΜΑΤΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ